

5 juin 1999

Quelle campagne ?

Pour l'allocation universelle et pour la loi anti-pauvreté
Ou pour un réinvestissement massif d'au moins 10 milliards dans les services publics, l'équité salariale et l'emploi



La généralisation de l'exclusion sociale, de la flexibilisation du travail, de l'inégalité des revenus et de la pauvreté depuis une vingtaine d'années ont découragé plusieurs militant(e)s à continuer la lutte pour le plein emploi. Ébranlé(e)s par le discours sur la *nouvelle économie* de l'information et sur la globalisation, ces militant(e)s se sont d'abord laissé(e)s séduire par le *partage du travail* avant de réaliser qu'il s'agissait en fait de partage de la pauvreté parce que ce partage n'impliquait pas une redistribution des profits et intérêts vers les salaires. Puis ce fut l'engouement pour *l'économie sociale* avant de réaliser qu'il s'agissait en réalité de justifier le démantèlement des services publics pour des services à rabais fournis par des travailleuses(eurs) payées à rabais.

Maintenant, côté théorique, quelques universitaires proposent l'allocation universelle, résurrection du chèque à la ménagère du crédit social de jadis. Côté pratique, une coalition propose une loi anti-pauvreté qui glisse vers la justification de contrats inégaux État-individu de type *workfare* « *volontaire* » tout en acceptant la notion d'un « *revenu décent* » qui est moindre que le seuil de faible revenu de Statistique Canada, apportant ainsi de l'eau au moulin de la droite conservatrice souhaitant elle aussi redéfinir le seuil de pauvreté en termes de minimum vital.

Ces propositions sont habiles en ce sens que la première fait appel à l'universalité qu'ont perdue plusieurs programmes sociaux suite à l'offensive néolibérale libérale et péquiste, et que la deuxième propose de mettre fin à la pauvreté et l'exclusion, plaies les plus purulentes du néolibéralisme.

L'allocation universelle

Fournir à chaque Québécois(e) le niveau des « *besoins essentiels* » tels que définis par le gouvernement québécois eu égard à la loi 33 de 1996 concernant l'assurance médicament, soit 10 400 \$ pour une personne seule — ce qui est bien en-dessous du seuil de faible revenu de Statistique Canada pour une personne seule dans une grande ville, soit 16 000 \$ — coûterait 78 milliards \$ (10 400 X 7.5 millions de

personnes au Québec), soit presque le double de l'actuel budget du Québec. Pour ce qui est de la version *réaliste* d'une allocation modeste, ce ne sera qu'un autre crédit d'impôt glorifié qui, dans le rapport de forces actuel, donnera l'occasion aux patrons de baisser d'autant les salaires, comme le mentionne fort à propos François Aubry de la CSN, ou à l'État néolibéral de faire davantage de coupures puisque chacun(e) aura son petit chèque pour compenser.

Comme donc le financement de ce petit chèque, dans le cadre des rapports de forces actuels, se ferait au détriment des services publics, il élargirait la sphère du marché en y intégrant minimalement les exclu(e)s tout en donnant l'occasion à l'entreprise privée d'offrir des services publics bon marché aux pauvres (et des services-cadillacs aux riches). Quant à financer cette modeste allocation en démantelant les actuels programmes sociaux, chèrement gagnés lutte par lutte, c'est quatre trente sous pour une piastre et la perspective de stériles chicanes entre nous sous l'œil amusé du patronat.

On peut aussi comprendre qu'une généreuse allocation universelle, dans une société capitaliste où la plupart des gens travaillent surtout pour la paye et non pour la satisfaction du travail accompli, produirait du jour au lendemain une drastique réduction de l'offre du travail. Comme, de plus, le financement de cette allocation exigerait une forte taxation des profits, les capitalistes auraient tôt fait de faire une grève des investissements. La chimère ne tiendrait pas 24 heures. Les proposeur(e)s de l'allocation universelle devraient avoir la transparence d'expliquer qu'il faudrait construire le rapport de forces pour renverser le capitalisme mais en se refusant à le faire !

Si, par contre, on parle d'une allocation universelle au sein d'une société socialiste, ce qui serait peut-être possible une fois assuré le plein emploi comblant l'ensemble des besoins sociaux, il faudrait d'abord poser la nécessité de d'abord conquérir l'État, puis le refaçonner en État démocratique et interventionniste afin d'être capable de mettre fin au capitalisme. Il serait alors plus utile de discuter de ce problème, en particulier de celui de se doter d'un parti ouvrier/populaire en mesure de diriger la lutte politique pour la conquête de l'État.

La loi anti-pauvreté

La proposition de la loi anti-pauvreté, quant à elle, fait du surfing entre l'allocation universelle et un revenu minimum garanti à rabais pour les exclu(e)s du marché du travail et des prestations sociales telles pensions de vieillesse, allocations d'accidents ou de maladie du travail et assurance-chômage [à la différence de l'allocation universelle, le revenu minimum garanti ne s'adresse qu'aux exclu(e)s]. Son défaut principal, comme le souligne à juste titre le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), c'est d'ouvrir la porte toute grande à la récupération gouvernementale tout comme le Fond de lutte contre la pauvreté s'est substitué à un engagement pour la *pauvreté zéro* et que *l'économie sociale* s'est substituée aux *infrastructures sociales* de la Marche des femmes de 1995.

La porte est d'autant plus grande ouverte que le projet de loi anti-pauvreté contient de prime abord des concessions de taille à propos du *workfare*, du seuil de pauvreté

et du contrôle démocratique (en proposant une lourde bureaucratie non élue pour appliquer la loi). De plus, cette proposition isole complètement la lutte contre la pauvreté de la lutte pour les droits sociaux (éducation, santé, logement) et pour le plein emploi. En fait, en affirmant « *que le progrès technologiques transforment considérablement la société, que l'emploi manque et qu'une importante réorganisation des cadres de l'activité humaine est appelée à s'effectuer dans les prochaines décennies* » cette proposition cède au mythe de *la fin du travail*.

Une capitulation au néolibéralisme

Le concept d'allocation universelle (ou de revenu de citoyenneté) et la proposition d'une loi anti-pauvreté ne font pas parti des revendications du Parti de la démocratie sociale. L'orientation générale de notre programme s'y oppose. L'orientation générale de notre programme c'est la lutte pour le plein emploi durable (ou écologique) dans le cadre d'un Québec indépendant, démocratique, pro-femme, égalitaire et solidaire. L'allocation universelle et la loi anti-pauvreté, au contraire, sont un abandon de la lutte pour le plein emploi, une capitulation à la domination du marché, une admission de la pérennité des inégalités et un renoncement à la réelle solidarité.

Ces propositions admettent la victoire du capital financier en ne souhaitant qu'une redistribution de ses gains spéculatifs. Elles acceptent donc la domination économique et politique du capital tout en créant l'illusion qu'il pourrait renoncer à une part très substantiel de ses profits. Pire, ces propositions font la paix avec le capitalisme néolibéral dont une forte partie de l'accumulation est improductive : non seulement réclament-elles la participation populaire à la curée spéculative, et non son abolition, mais elles marginalisent l'importance économique et aussi politique du travail (comme base de la citoyenneté) et qui le restera même sous le socialisme (« *à chacun(e) selon son travail* ») pour ne la perdre que sous le socialisme avancé ou communisme (« *à chacun(e) selon ses besoins* »).

L'allocation universelle et la loi anti-pauvreté empirent l'emprise du marché en dévalorisant la lutte pour les services publics, particulièrement vitaux pour les femmes, ce que souligne fort à propos François Aubry de la CSN, le RIOCM et la Table des groupes de femmes de Montréal. En fait, non seulement l'allocation universelle n'est-elle qu'une remise à jour du créditisme, mais elle est une généralisation du système des *vouchers* (bons) de l'économiste monétariste Milton Friedman qui préconise de substituer aux services publics des bons monétaires pour que les gens achètent sur le marché privé l'école, l'hôpital ou la garderie de leur choix, avec tout ce que la compétitivité comporte de dérive pour les salaires et conditions de travail, et pour la différenciation des services selon la capacité de payer. Faut-il expliquer davantage les conséquences sur la croissance des inégalités et de l'individualisme ?

Vers le plein emploi par la campagne des 10 milliards

Le PDS, fidèle aux traditions ouvrières et dans la perspective de l'indépendance, propose plutôt le renouvellement de la lutte pour le plein emploi sur une base anti-néolibérale : un réinvestissement massif dans les services publics ; les 32 heures payés 40 avec emplois compensatoires ; une amélioration des assurances sociales et des pensions ; le revenu minimum garanti au moins au seuil de faible revenu de

Statistique Canada pour les exclu(e)s dont le coût élevé, dans une société de chômage, forcera l'État à créer des emplois socialement utiles jusqu'à l'atteinte du plein emploi.

Le défi pour le PDS est d'amener les militant(e)s, les travailleur(euse)s et les exclu(e)s organisé(e)s à s'unir dans la lutte pour le plein emploi en tenant compte de la situation réelle sur le terrain. D'une part, les luttes sociales au Québec, contrairement à la France et à d'autres pays de l'Union européenne, ne s'articulent pas autour de la baisse du temps de travail. D'autre part, le PDS, malgré sa montée en crédibilité depuis les élections de novembre, reste trop faible pour susciter cette thématique dans les secteurs organisés ouvriers/populaires.

Par contre, ça ne prend pas la tête à Papineau pour s'apercevoir que la quasi-totalité des actuelles luttes sociales se rejoignent en ce que la plupart d'entre elles exigent une importante augmentation des dépenses publiques et, d'une façon plus générale, un renforcement du rôle de l'État pour en même temps tenir tête au capital financier et aux monopoles comme Bell-Nortel, tous ultra-fédéralistes, et tenir tête au gouvernement fédéral afin de réaliser l'indépendance. Malgré toutes les questions biaisées du sondage SONDAGEM commandité par l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, rendu public le 12 mai, 47% des Québécois(e)s pensent que le gouvernement du Québec n'intervient pas assez dans l'économie contre seulement 14% qui pensent qu'il intervient trop !

C'est pourquoi la campagne pour un réinvestissement immédiat d'au moins 10 milliards dans les services publics, pour l'équité salariale et pour l'emploi vise en plein dans le mil. (La spécification d'un montant minimum évite, d'une part, toute récupération par le bas dans le plus pur style péquiste et, d'autre part, met le PQ sur la défensive puisque ce montant égale la croissance des revenus autonomes du gouvernement du Québec, en dehors de toute coupure fédérale, depuis le dernier budget libéral alors que les dépenses de programme ont baissé d'un demi milliard.)

Cette campagne invite l'ensemble des militant(e)s, des travailleur(euse)s et des exclu(e)s en lutte à se regrouper derrière une revendication très claire et très simple tout à fait au diapason des revendications partielles de tout et chacun. Ce simple regroupement, à lui seul, en vaudrait la chandelle en dehors de tout effet politique tellement il améliorerait sensiblement le rapport de force. À l'heure actuelle, trop de syndicats et groupes communautaires vont au combat, chacun de son côté, pour voir leur lutte se terminer en défaite.

Mais effet politique il y aurait puisqu'une campagne des dix milliards soutenue largement condamnerait la politique budgétaire néolibérale du déficit zéro - remboursement de la dette - diminution des impôts des riches. Cet effet politique ferait le pont entre le caractère anti-capitaliste et indépendantiste de notre programme et les revendications des luttes sociales et nationales de l'heure. Initiée par le PDS, la campagne rejaillirait sur lui pour en faire un parti enraciné dans les luttes sociales et donc d'autant moins électoraliste mais d'autant plus électoralement populaire le moment des élections venu.